



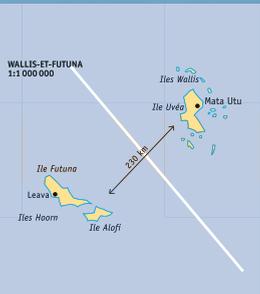
	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	valeur		pourcentage	
				(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	368	392		106,6 %
Total M2				9 778	32 378	5,4 %	16,5 %
M3 - M2				2 111	1,2 %	- 14,8 %	
Dépôts				5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

N°138 - Statistiques au 31/03/2009



Wallis-et-Futuna

L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	3
2. La masse monétaire et ses contreparties	8
2.1 La masse monétaire	8
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	8
2.3 La circulation fiduciaire	9
3. Les avoirs financiers des agents économiques	10
3.1 Les actifs par agent	10
Les avoirs des ménages	11
Les avoirs des sociétés	12
3.2 Les actifs par nature	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	16
L'endettement des collectivités locales	17
4.2 Les passifs des établissements locaux	18
5. Les engagements bancaires	19
5.1 Les risques sectoriels	19
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	21
Indicateurs globaux	21
La vulnérabilité des ménages	22
La vulnérabilité des entreprises	23
6. Le financement des crédits bancaires	25
L'équilibre emplois-ressources	25
7. La monétique et les échanges de valeurs	25
7.1 La monétique	25
7.2 Les échanges de valeurs	26
8. Rappel des taux	27
8.1 Les taux d'intérêt légal	27
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	27
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	27
8.4 Taux de l'usure	28
Annexes	29

1. Synthèse

Synthèse Internationale

Dans le contexte actuel de crise économique et financière, les actions entreprises par les Etats des principales puissances économiques mondiales semblent prendre un nouveau tournant. Alors que des plans de relance ont été annoncés successivement depuis la fin de l'année 2008, la coordination internationale en matière de gestion de la crise se renforce et se précise.

Ainsi, le sommet du G20 qui s'est tenu à Londres le 2 avril 2009 s'est achevé en jetant les bases d'un accord visant à sortir les économies de la crise par une amélioration de la régulation des systèmes financiers et la restauration de la confiance. Outre la création d'un Conseil de stabilité financière, qui assurera la supervision et la régulation financière, les membres du G20 ont décidé de renforcer les moyens alloués aux institutions financières internationales pour un montant total de 1.100 milliards de dollars. Le Fonds Monétaire International s'inscrit au centre de ce dispositif en bénéficiant du triplement de ses ressources (750 milliards de dollars). Son capital augmente de 250 milliards de dollars sous la forme de Droits de tirages spéciaux (DTS) et il obtient officiellement un mandat pour surveiller les économies mondiales, en collaboration avec le Conseil de stabilité financière.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont poursuivi le mouvement de détente monétaire. Alors que le taux directeur de la FED se situe depuis décembre 2008 dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %, la BCE a baissé à sept reprises son principal taux pour le fixer à 1 % depuis le 13 mai 2009. Face à l'ampleur de la crise et le faible niveau atteint par les taux directeurs, les banques centrales se sont engagées progressivement vers des mesures moins traditionnelles que la simple fixation de taux directeur pour injecter des liquidités à travers les marchés financiers. Ainsi, la FED a annoncé en mars 2009 le rachat de 300 milliards de bons du Trésor américains, qui succède à sa précédente décision d'achat d'obligations liées à des crédits immobiliers. De son côté, la BCE a d'ores et déjà allongé la durée de ses prêts aux banques commerciales jusqu'à 12 mois et s'appête à racheter des obligations sécurisées adossées à des créances hypothécaires ou au secteur public pour un montant de 60 milliards d'euros.

Sur la base d'indicateurs laissant espérer que le point bas de la crise est passé, les indices boursiers ont enregistré un net rebond à partir de mars 2009. De la même façon, le cours du pétrole affiche une nette reprise depuis le début de l'année 2009 tout comme le taux de change euro dollar qui est remonté au-dessus de 1,40.

Conjoncture financière et bancaire

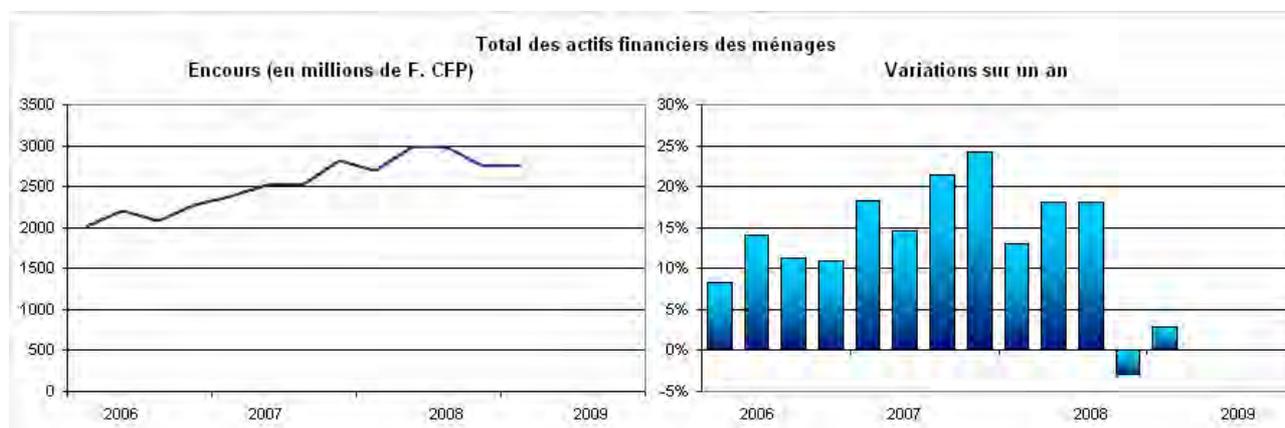
Remarque liminaire : l'examen de la situation monétaire de Wallis-et-Futuna est centré sur l'analyse des déclarations des établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les crédits, les montants des concours bancaires accordés hors zone d'émission ont fait l'objet d'une modification depuis le bulletin trimestriel du 4^{ème} trimestre 2008 par la prise en compte des crédits accordés par les banques calédoniennes (SGCB, CEPNC, BCI, BNC, et BNPNC). De plus, à compter de cette publication, des ajustements ont été opérés sur les provisions sur créances douteuses (passifs financiers) et les dépôts à vue (actifs financiers).

Des actifs financiers en léger recul sur le trimestre...

Au 31 mars 2009, l'**encours global des actifs financiers** s'élève à 8 534 millions de F CFP, en baisse de 2 % sur le trimestre. En **glissement annuel**, ils s'inscrivent en hausse de 1,3 %.



Par agents économiques, l'évolution des actifs financiers s'explique par la diminution des disponibilités des **autres agents** (47 % de ces actifs) et des **sociétés** (21 % des actifs) respectivement de 2,3 % et 6 %, tandis que les **ménages** (32 %) enregistrent une légère hausse de 1,2 %, sur la période.



...en raison de tensions sur les comptes ordinaires des autres agents,...

Les dépôts à vue, détenus à 46 % par les sociétés, à 38 % par les ménages et à 16 % par les autres agents, sont relativement constant à fin mars 2009 (- 0,6 %), en rythme trimestriel à 3 013 millions de F CFP. Toutefois, les dépôts à vue des autres agents affichent un net repli sur la période, - 16,2 % à 492 millions de F CFP. Tandis que les dépôts des sociétés enregistrent une hausse de 5 %, ceux des ménages restent relativement stables (- 0,8 %).

Conjoncture financière et bancaire

...d'un ralentissement de l'épargne à long terme...

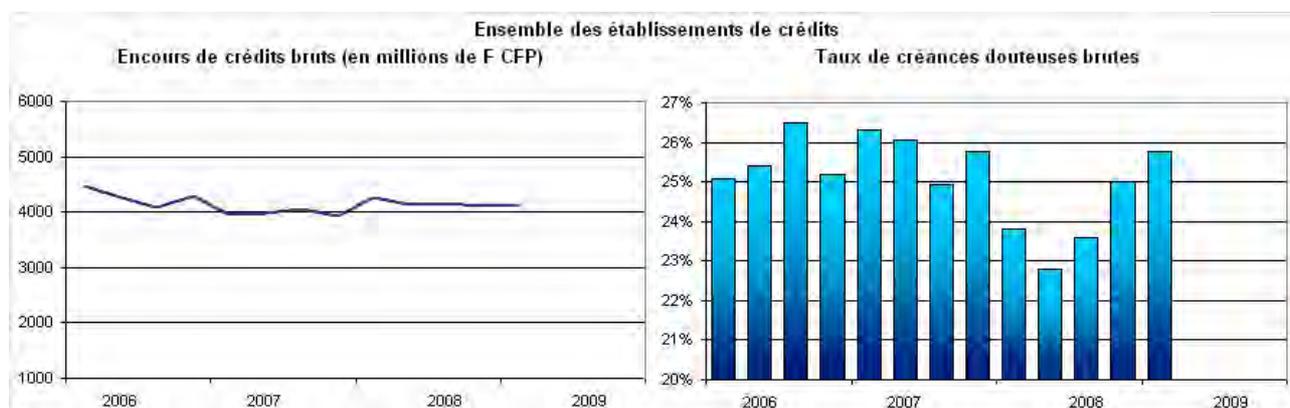
L'épargne à long terme, qui demeure détenue principalement par les autres agents (73 %), se contracte légèrement sur le trimestre (- 1,9 %) à 3 154 millions de F CFP fin mars 2009. L'épargne longue des ménages (24 % de l'épargne à long terme) diminue de 4,9 %, imputables aux contrats d'assurances-vie (représentant 93 % de l'épargne des ménages) en retrait de 5,2 % sur la période. Enfin, détenant 3 % de l'épargne à long terme, les sociétés affichent un recul de 18,4 % à 100 millions de F CFP à fin mars 2009.

...et d'un tassement des placements liquides ou à court terme.

Les placements liquides ou à court terme sont détenus à 50 % par les autres agents, à 38 % par les ménages et à 12 % par les sociétés. Le ralentissement trimestriel constaté, - 3,8 % à fin mars 2009, résulte principalement d'une diminution de 36,9 % des comptes à terme, tandis que les placements des ménages augmentent de 7,4 % et ceux des autres agents restent stables sur la période (+ 0,1 %).

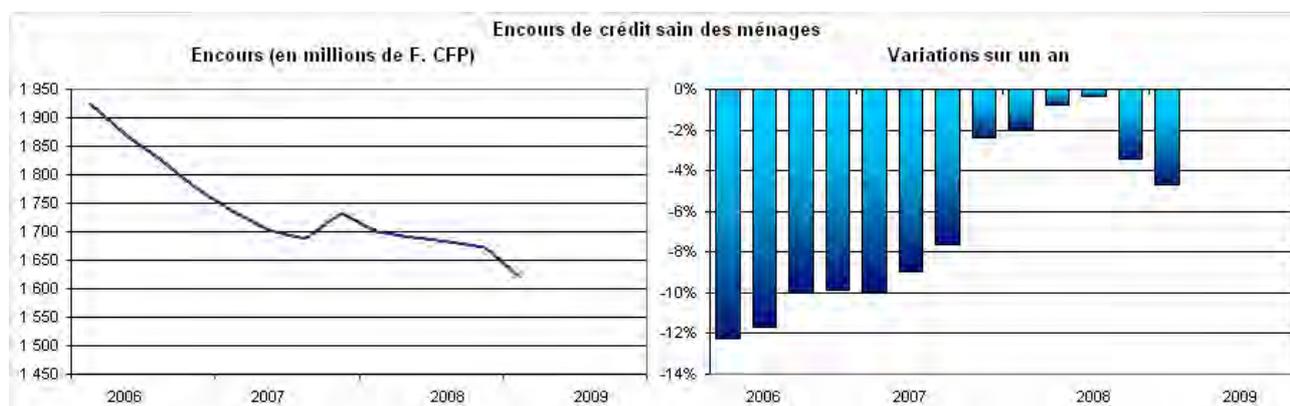
Atonie de l'activité d'octroi des crédits sur le 1er trimestre 2009.

Au 31 mars 2009, le total des **passifs financiers**, tous établissements confondus, s'établit à 4,1 milliards de F CFP. **L'encours sain** s'élève à 3 milliards de F CFP, en diminution de 1,1 % **par rapport au trimestre précédent**. Les crédits qui contribuent à la diminution de l'encours sain sont les crédits à l'habitat (- 4,6 %) et les crédits à la consommation (- 2 %) des ménages.



En **glissement annuel**, l'encours global brut des passifs financiers enregistre une baisse de 4 %. Le montant global des créances douteuses brutes (1 056 millions de F CFP) diminue de 4 % sur un an et le taux de créances douteuses brutes, qui s'établit à 25,8 %, est en hausse de 2 points par rapport à l'année précédente.

Par catégorie d'agents économiques, le ralentissement trimestriel de l'encours s'est traduit par un recul de l'encours de crédit des ménages (- 3,2 %) à 1,6 milliard de F CFP ainsi que par une baisse des concours accordés aux autres agents de 12,5 % à 136 millions de F CFP. En revanche, ceux octroyés aux entreprises augmentent de 4,5 % sur la période pour atteindre 903 millions de F CFP.



Conjoncture financière et bancaire

Les passifs des établissements locaux s'orientent favorablement sur le trimestre et sur l'année

Au 31 mars 2009, le **montant total des concours bruts** octroyés aux agents économiques par les établissements de crédit installés localement atteint 1 494 millions de F CFP, en hausse de 2,5 % sur le trimestre et de 4,4 % sur un an.

L'encours sain, 1 401 millions de F CFP, suit les mêmes tendances trimestrielle et annuelle que celles constatées pour l'encours brut. En rythme trimestriel, les **crédits d'exploitation**, les **comptes ordinaires débiteurs**, et les **crédits à l'équipement** expliquent principalement la croissance de l'encours.

L'encours des ménages, première clientèle des établissements locaux, s'élève à 1 065 millions de F CFP au 1^{er} trimestre 2009, en baisse de 1,7 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est liée à celle des crédits à la consommation (94 % de l'encours) qui affichent un retrait de 2 %.

L'encours des entreprises, 332 millions de F CFP, enregistre une hausse de 29,6 %, sous la dynamique des crédits d'exploitation (+ 24,2 % à 199 millions de F CFP), des comptes ordinaires débiteurs (+ 24,5 % à 182 millions de F CFP) et des crédits à l'équipement (+ 58,5 % à 108 millions de F CFP).

L'encours des collectivités locales s'élève à fin mars 2009 à 5 millions de F CFP contre 24 millions de F CFP au trimestre précédent, soit une baisse de 80,9 %, en rythme trimestriel.

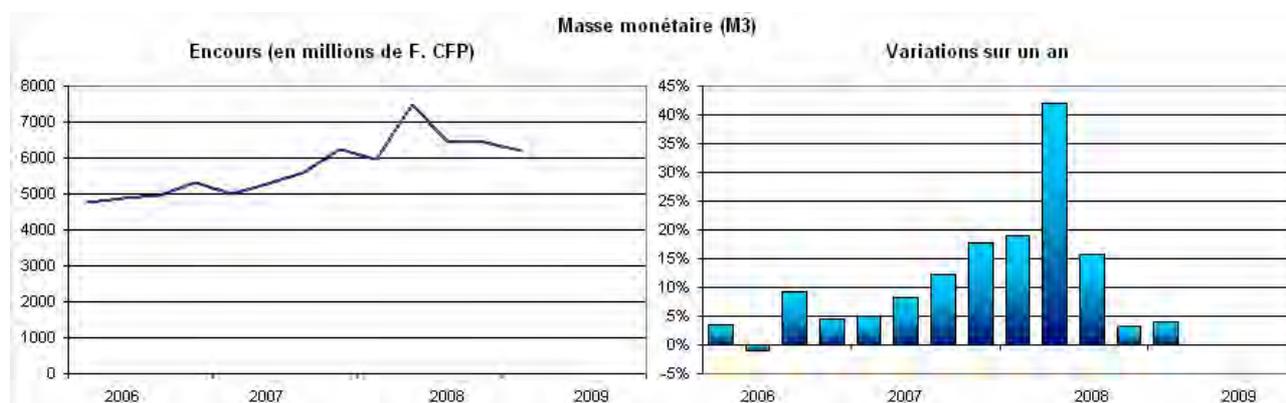
Diminution de la masse monétaire sur le trimestre et augmentation sur un an.

A fin mars 2009, la **masse monétaire M3** enregistre une baisse de 3,8 % sur le trimestre à 6 209 millions de F CFP. Cette évolution s'explique par le retrait de 28,7 % des dépôts à terme à 764 millions de F CFP. A noter qu'ils diminuent également sur l'année (- 10,8 %).

La croissance annuelle de M3, + 4,1 %, s'explique par la dynamique de la circulation fiduciaire (+ 6,6 %) et des comptes sur livrets (+ 41,6 %). Sur la période, on constate également une légère hausse de 2 % des dépôts à vue tandis que les dépôts à terme sont en retrait de 10,8 %.

Par ailleurs, il convient de souligner que le gonflement de M3 en juin 2008, à 7 498 millions de F CFP (+ 41,9 %), résulte d'une hausse de 1 678 millions de F CFP des dépôts à vue, provenant principalement de la vente de SICAV de la Caisse Locale de Retraite. Sur cette période, on constate également une augmentation de 56 % des dépôts à terme à 1 023 millions de F CFP, en raison de la progression du nombre de comptes à terme des particuliers (24 ouvertures de comptes).

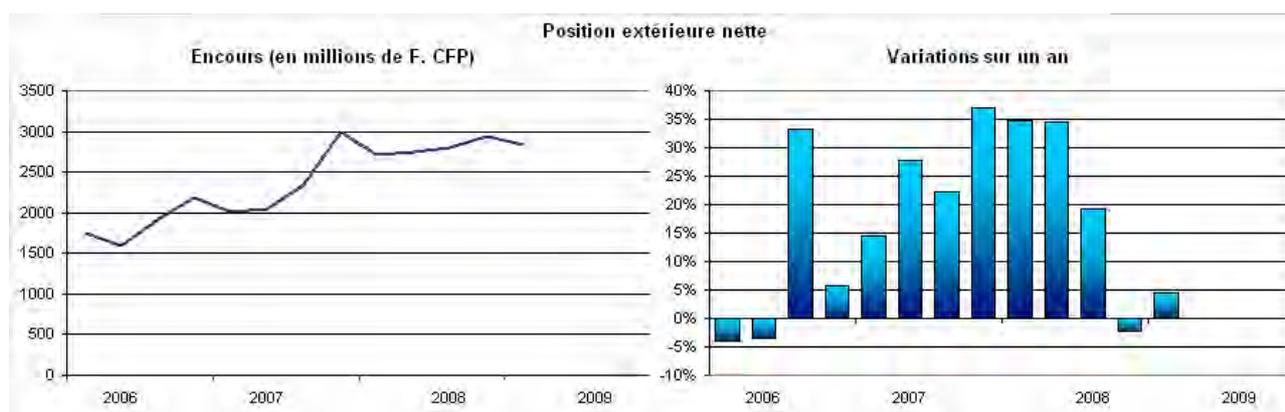
L'agrégat M2-M1, constitué exclusivement des comptes sur livrets, bénéficie d'une hausse de 29,6 % sur le trimestre et de 41,6 % sur l'année, pour atteindre 541 millions de F CFP, tandis que M3-M2 enregistre une diminution de 28,7 % sur le trimestre et - 10,8 % en un an, à 764 millions de F CFP.



La **position extérieure nette** se contracte de 3,4 %, en rythme trimestriel. Elle reste cependant largement excédentaire à 2 833 millions de F CFP à fin mars 2009. Ce ralentissement s'explique essentiellement par une diminution des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits locaux de 3 % à 3 081 millions de F CFP.

Conjoncture financière et bancaire

En revanche, **en glissement annuel**, la position extérieure nette affiche une progression de 4,5 %, en raison d'une hausse de 4,4 % des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits locaux sur la période.



Des risques portant principalement sur les crédits à terme

Au premier trimestre 2009, le montant total des risques déclarés par les établissements de crédit (risques de crédit et engagements de hors bilan) enregistre une hausse de 2,8 % par rapport au trimestre précédent, à 3,9 milliards de F CFP. Les crédits à terme représentent 91 % de ces déclarations contre 72 % trois mois plus tôt. Bien qu'enregistrant une progression de 85,3 % par rapport à l'an passé, les crédits court terme (hors crédits déclassés en douteux) ne représentent que 4 % de l'encours total. Les crédits douteux s'élèvent, à fin mars 2009, à 18,5 % du total déclaré, en baisse de 0,5 point par rapport au trimestre précédent.

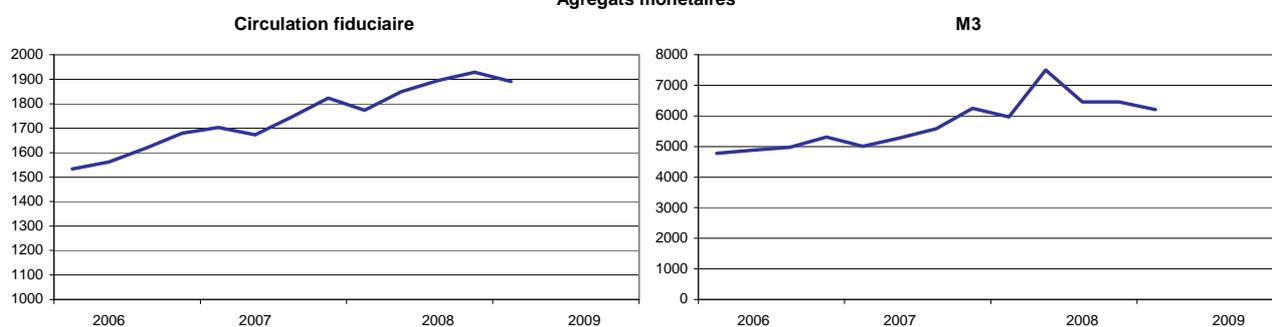
Les particuliers représentent à fin mars 2009, 51 % de l'encours et 56 % des douteux, le secteur du commerce, 14,5 % de l'encours et 33 % des douteux. Les secteurs des services et des services non marchands sont bien représentés avec respectivement 16 % et 13 % des déclarations, mais avec de faibles taux de créances douteuses (4 % et 0 %).

2. La masse monétaire et ses contreparties

2.1 La masse monétaire *

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF								Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 384	1 533	1 703	1 773	1 849	1 894	1 929	1 890	-2,0%	6,6%
<i>Billets</i>	1 386	1 535	1 704	1 773	1 849	1 893	1 928	1 891	-1,9%	6,7%
<i>Pièces</i>	-2	-2	-2	0	1	1	1	0	ns	ns
Dépôts à vue	2 355	2 475	2 401	2 953	4 238	3 139	3 033	3 013	-0,7%	2,0%
TOTAL M1	3 740	4 008	4 104	4 726	6 087	5 033	4 962	4 904	-1,2%	3,8%
M2-M1	280	324	406	382	388	413	417	541	29,7%	41,6%
Comptes sur livrets	280	324	406	382	388	413	417	541	29,7%	41,6%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M2	4 019	4 332	4 510	5 108	6 475	5 446	5 379	5 445	1,2%	6,6%
M3-M2	595	443	498	857	1 023	1 006	1 072	764	-28,7%	-10,9%
Dépôts à terme	593	443	498	857	1 023	1 006	1 072	764	-28,7%	-10,9%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	2	0	0	0	0	0	0	0		
Total M3	4 615	4 775	5 008	5 965	7 498	6 452	6 452	6 209	-3,8%	4,1%
P1										
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
M3+P1	4 615	4 775	5 008	5 965	7 498	6 452	6 452	6 209	-3,8%	4,1%

Agrégats monétaires



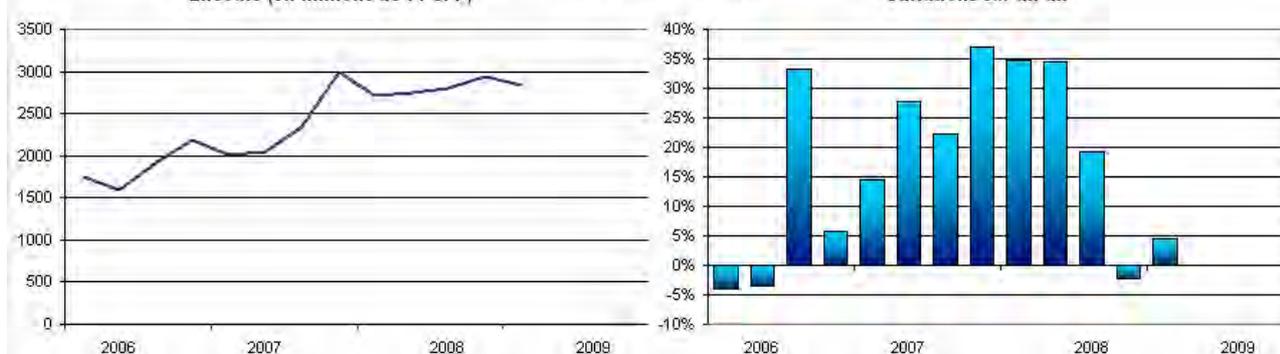
2.2 Les contreparties de la masse monétaire *

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	4 052	4 421	5 058	5 856	5 932	4 958	5 937	6 004	1,1%	2,5%
Institut d'émission	1 995	2 428	2 809	2 904	2 935	1 907	2 761	2 924	5,9%	0,7%
Etablissements de crédit	2 057	1 993	2 249	2 952	2 997	3 051	3 176	3 081	-3,0%	4,4%
Créances du Trésor public	564	651	578	618	1 956	700	761	556	-26,9%	-10,0%
Concours sur ressources monétaires	-1	-297	-629	-509	-390	794	-246	-351	42,7%	-31,0%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 383	1 311	1 269	1 430	1 469	1 478	1 457	1 494	2,5%	4,5%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 384	1 608	1 898	1 939	1 860	684	1 704	1 845	8,3%	-4,8%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	547	556	579	601	605	606	603	606	0,5%	0,8%
Provisions sur créances douteuses	88	104	100	96	96	97	93	90	-3,2%	-6,3%
Engagements hors zone d'émission	230	238	239	240	245	246	245	248	1,2%	3,3%
Epargne contractuelle	0	0	0	0	0	0	0	0		
Divers	520	711	980	1 002	914	-265	763	902	18,2%	-10,0%
Total M3	4 615	4 775	5 008	5 965	7 498	6 452	6 452	6 209	-3,8%	4,1%
Position extérieure nette	1 827	1 755	2 010	2 711	2 752	2 805	2 931	2 833	-3,3%	4,5%

Encours (en millions de F. CFP)

Position extérieure nette

Variations sur un an

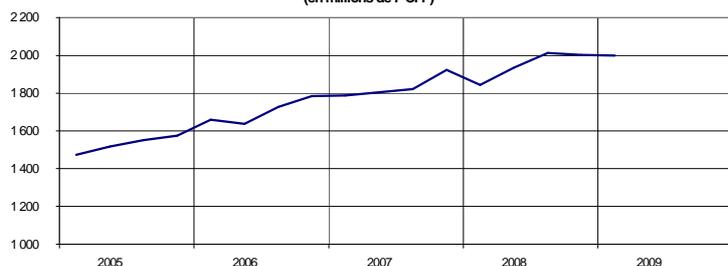


* Chiffres révisés (voir remarque liminaire)

Conjoncture financière et bancaire

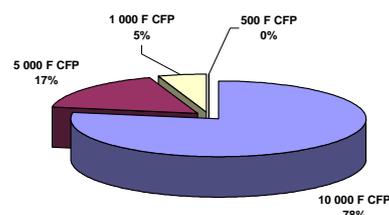
2.3 La circulation fiduciaire

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur
(en millions de F CFP)



Source: IEOM

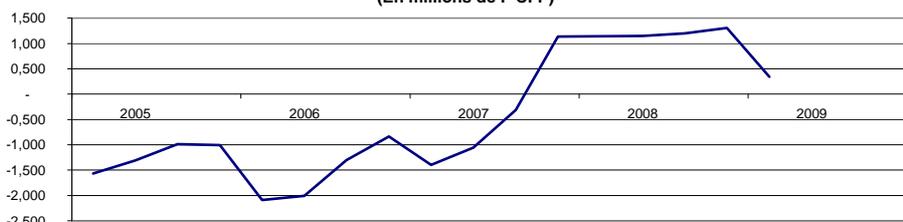
Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin mars 2009



Source: IE-UM

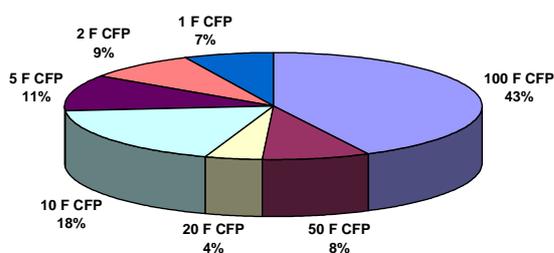
Emissions de billets	2008									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an
En nombre	235 863	247 246	262 379	285 489	309 729	327 015	343 094	329 074	332 254	1,0%	7,3%
10 000 F CFP	119 193	119 598	133 365	142 326	143 804	150 315	155 615	156 621	155 323	-0,8%	8,0%
5 000 F CFP	31 869	37 768	49 081	55 131	60 553	64 949	68 559	66 186	67 803	2,4%	12,0%
1 000 F CFP	83 282	86 463	82 226	87 569	98 851	103 780	106 948	103 495	104 958	1,4%	6,2%
500 F CFP	1 519	3 417	-2 293	463	6 521	7 971	11 972	2 772	4 170	50,4%	-36,1%
En millions de F CFP	1 435	1 473	1 660	1 787	1 843	1 936	2 012	2 001	1 999	-0,1%	8,5%
10 000 F CFP	1 192	1 196	1 334	1 423	1 438	1 503	1 556	1 566	1 553	-0,8%	8,0%
5 000 F CFP	159	189	245	276	303	325	343	331	339	2,4%	11,9%
1 000 F CFP	83	86	82	88	99	104	107	103	105	1,9%	6,1%
500 F CFP	1	2	-1	0	3	4	6	1	2	100,0%	-33,3%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur
(En millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin mars 2009



Source: IEOM

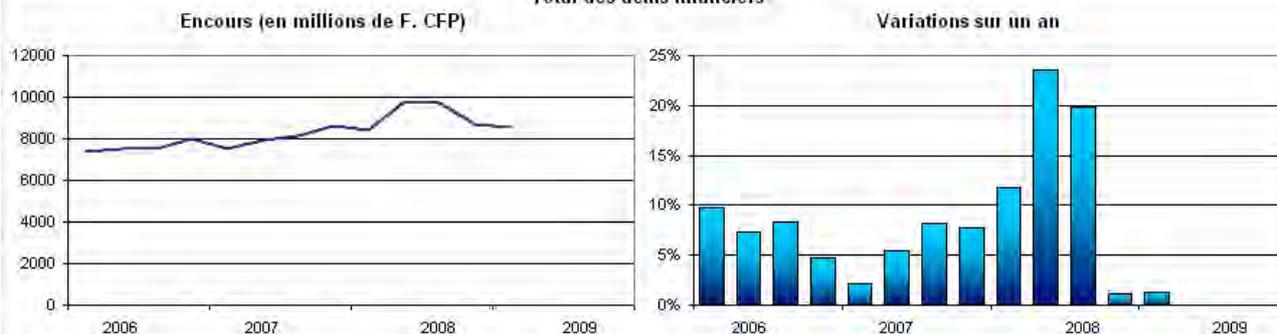
Emissions de pièces	2008									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an
En nombre	606 849	584 607	602 342	677 665	814 464	823 785	836 076	872 872	855 141	-2,0%	5,0%
100 F CFP	15 507	31 232	36 218	32 703	17 443	17 133	16 879	17 879	24 659	37,9%	41,4%
50 F CFP	10 532	5 387	5 145	6 644	14 148	12 409	11 390	12 390	9 390	-24,2%	-33,6%
20 F CFP	3 113	15 659	20 899	20 659	10 907	10 157	9 405	7 405	12 914	74,4%	18,4%
10 F CFP	64 272	60 774	63 783	76 268	98 267	99 267	103 767	108 767	106 217	-2,3%	8,1%
5 F CFP	60 087	59 277	66 478	82 068	112 856	118 856	121 657	128 455	127 604	-0,7%	13,1%
2 F CFP	184 282	188 776	195 775	212 773	234 270	235 270	237 272	246 271	246 247	0,0%	5,1%
1 F CFP	306 296	317 284	328 278	353 274	383 273	385 273	388 274	402 273	403 256	0,2%	5,2%
En millions de F CFP	0,532	1,568	2,092	1,399	1,144	1,147	1,202	1,308	0,341	-73,9%	-70,2%
100 F CFP	1,551	3,123	3,622	3,270	1,744	1,713	1,688	1,788	2,466	37,9%	41,4%
50 F CFP	0,527	0,269	0,257	0,332	0,707	0,620	0,570	0,620	0,470	-24,2%	-33,6%
20 F CFP	0,062	0,313	0,418	0,413	0,218	0,203	0,188	0,148	0,258	74,4%	18,4%
10 F CFP	0,643	0,608	0,638	0,763	0,983	0,993	1,038	1,088	1,062	-2,3%	8,1%
5 F CFP	0,300	0,296	0,332	0,410	0,564	0,594	0,608	0,642	0,638	-0,7%	13,1%
2 F CFP	0,369	0,378	0,392	0,426	0,469	0,471	0,475	0,493	0,492	0,0%	5,1%
1 F CFP	0,306	0,317	0,328	0,353	0,383	0,385	0,388	0,402	0,403	0,2%	5,2%

3. Les avoirs financiers des agents économiques

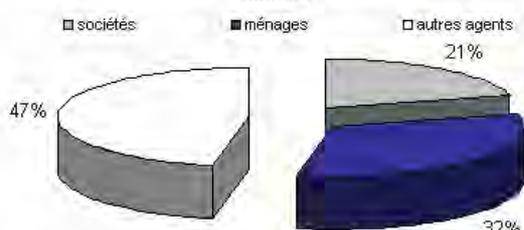
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF								Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Sociétés	1 121	1 302	1 180	1 730	1 790	1 722	1 871	1 759	-6,0%	1,7%
Dépôts à vue	857	891	751	1 166	1 159	1 223	1 318	1 384	5,0%	18,7%
Placements liquides ou à court terme	196	180	237	403	485	364	430	275	-36,0%	-31,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	196	180	237	403	485	364	430	275	-36,0%	-31,8%
dont comptes à terme	141	173	237	398	475	359	421	265	-37,1%	-33,4%
dont OPCVM monétaires	55	7	0	5	10	5	9	9	0,0%	80,0%
dont certificats de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne à long terme	68	231	192	160	146	135	123	100	-18,7%	-37,5%
dont OPCVM non monétaires	68	39	0	0	0	0	0	0		
Ménages	1 863	2 017	2 385	2 697	2 982	2 983	2 740	2 773	1,2%	2,8%
Dépôts à vue	1 121	1 204	1 240	1 277	1 408	1 358	1 128	1 137	0,8%	-11,0%
Placements liquides ou à court terme	447	490	503	637	768	827	834	896	7,4%	40,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	264	309	389	370	373	400	405	529	30,6%	43,0%
Livrets ordinaires	264	309	389	370	373	400	405	529	30,6%	43,0%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	183	181	113	268	395	427	429	368	-14,2%	37,3%
dont comptes à terme	23	19	6	189	270	365	372	218	-41,4%	15,3%
dont bons de caisse	2	0	0	0	0	0	0	0		
dont OPCVM monétaires	158	162	108	79	125	62	57	150	163,2%	89,9%
Epargne à long terme	295	324	642	783	807	798	778	740	-4,9%	-5,5%
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Portefeuille-titres	51	46	22	17	14	15	8	8	0,0%	-52,9%
OPCVM non monétaires	215	114	104	86	85	57	44	43	-2,3%	-50,0%
Contrats d'assurance-vie	29	163	515	681	708	726	726	688	-5,2%	1,0%
Autres agents	3 738	4 059	3 969	3 998	5 014	5 032	4 097	4 003	-2,3%	0,1%
Dépôts à vue	378	380	410	510	1 670	557	587	492	-16,2%	-3,5%
Placements liquides ou à court terme	1 483	1 303	1 183	1 185	1 196	2 172	1 195	1 196	0,1%	0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	16	15	17	12	15	13	12	12	0,0%	0,0%
Placements indexés sur les taux du marché	1 467	1 288	1 166	1 172	1 182	2 158	1 183	1 184	0,1%	1,0%
dont comptes à terme	430	251	255	270	279	282	280	281	0,4%	4,1%
Epargne à long terme	1 877	2 376	2 376	2 303	2 147	2 303	2 314	2 314	0,0%	0,5%
TOTAL	6 722	7 379	7 533	8 425	9 786	9 737	8 707	8 534	-2,0%	1,3%
Dépôts à vue	2 355	2 475	2 401	2 953	4 238	3 139	3 033	3 013	-0,7%	2,0%
Placements liquides ou à court terme	2 126	1 973	1 922	2 225	2 449	3 363	2 459	2 367	-3,7%	6,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	280	324	406	382	388	413	417	541	29,7%	41,6%
Placements indexés sur les taux du marché	1 846	1 649	1 516	1 843	2 061	2 950	2 042	1 826	-10,6%	-0,9%
Epargne à long terme	2 241	2 931	3 210	3 247	3 100	3 236	3 215	3 154	-1,9%	-2,9%

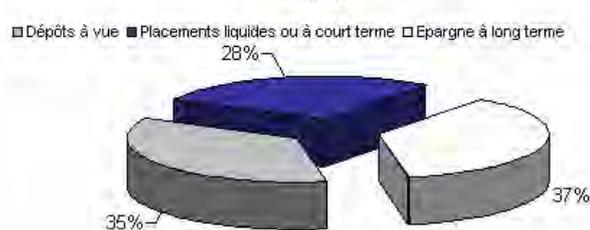
Total des actifs financiers



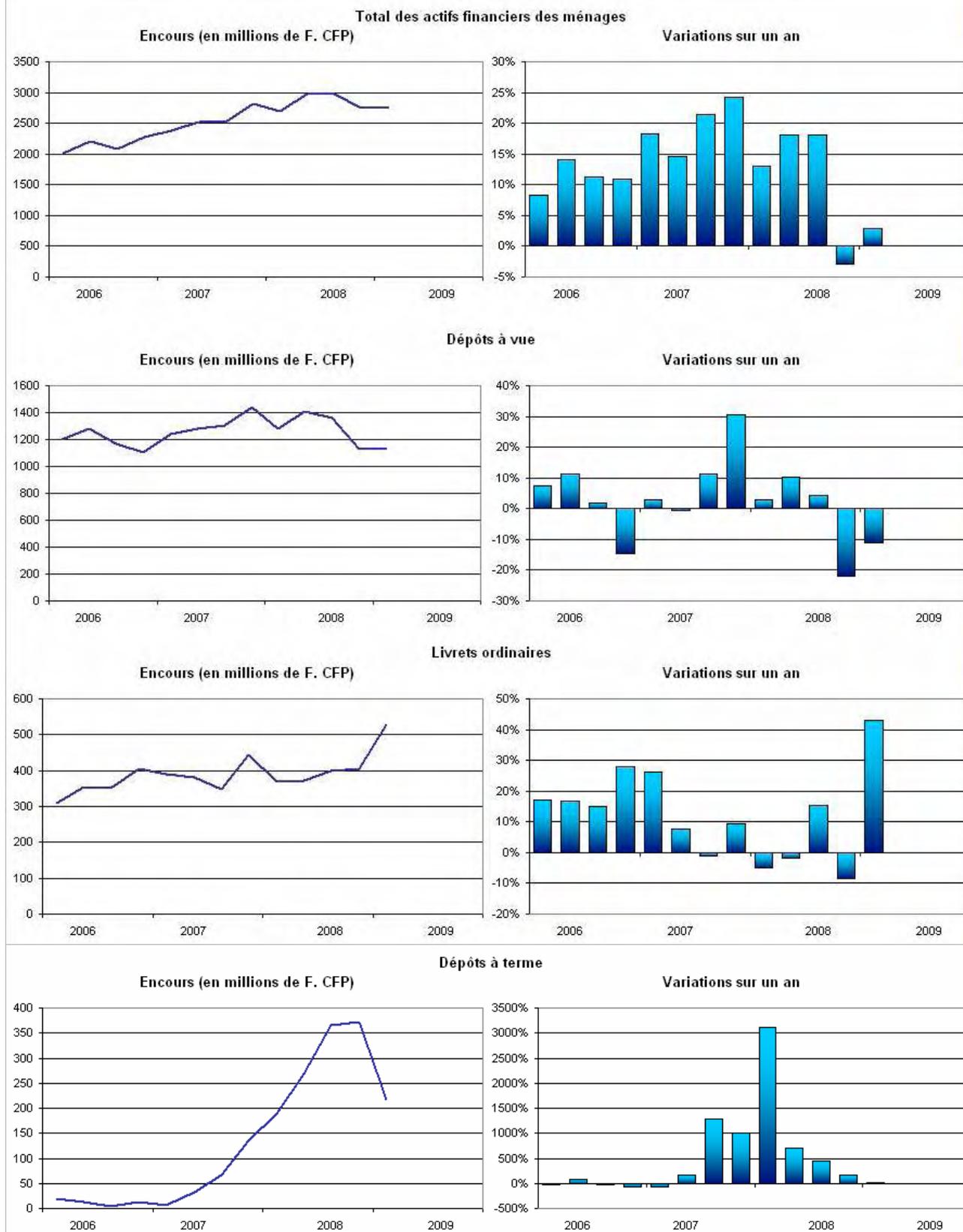
Répartition des actifs financiers par agent économique mars-09



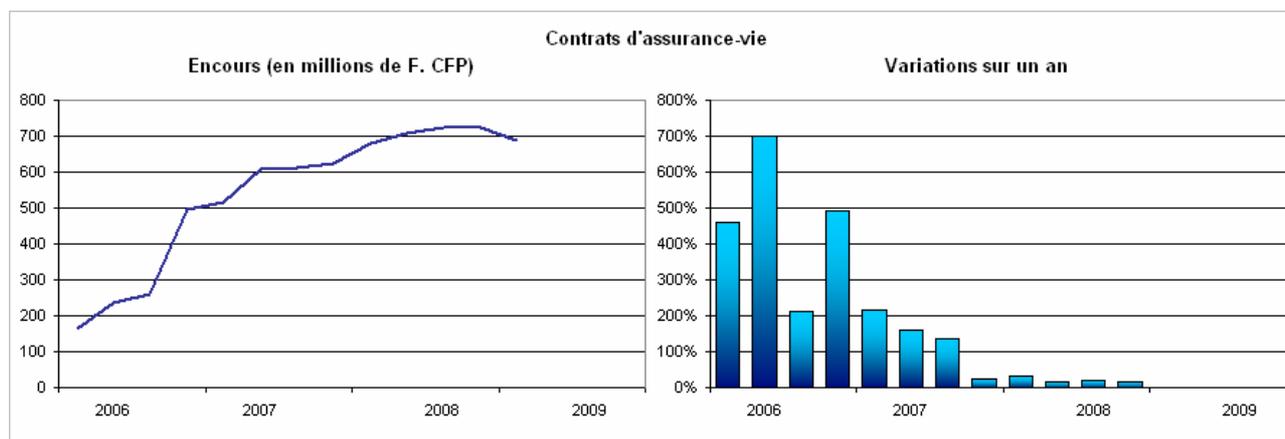
Répartition des actifs financiers par nature mars-09



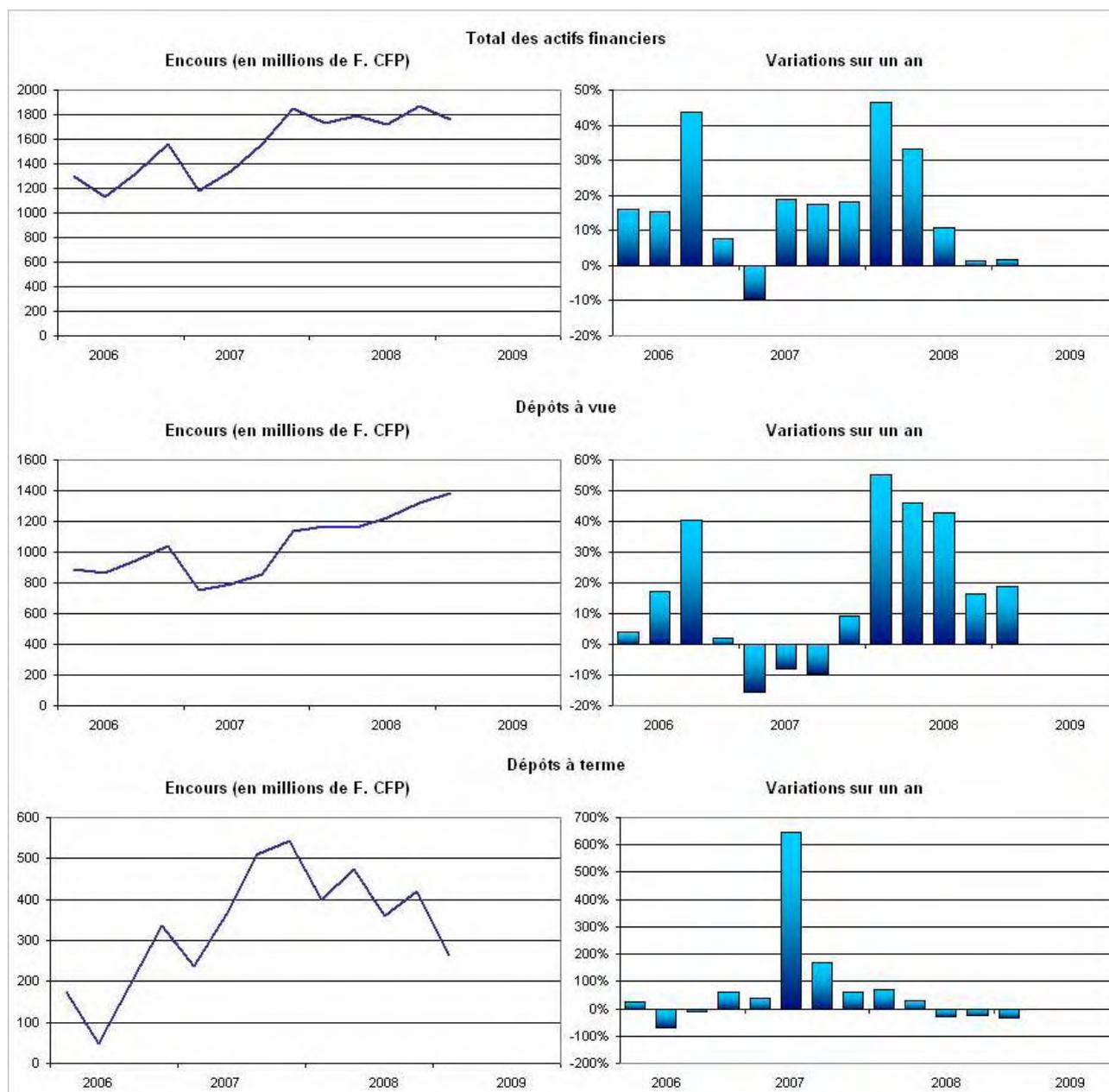
Les avoirs des ménages



Conjoncture financière et bancaire

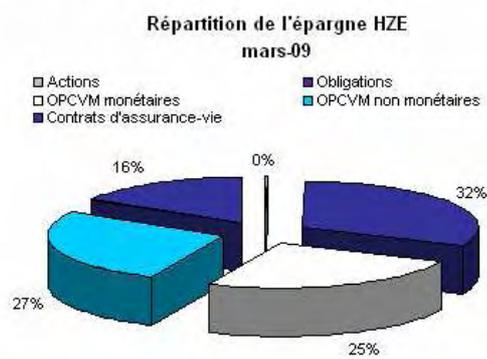
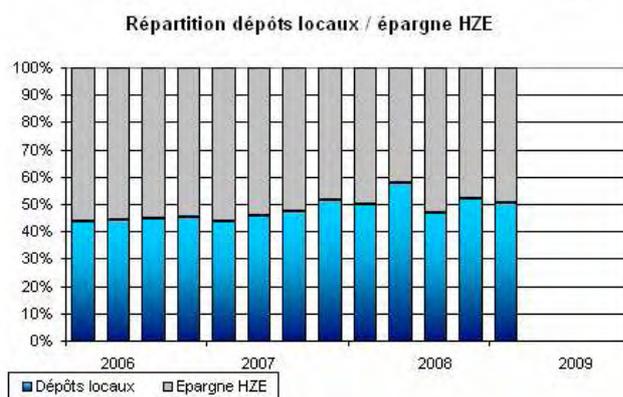
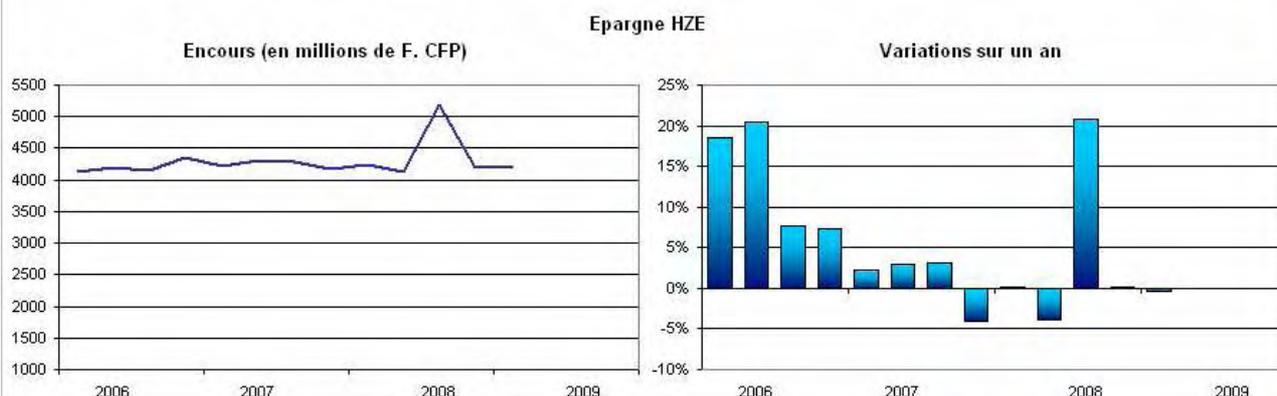
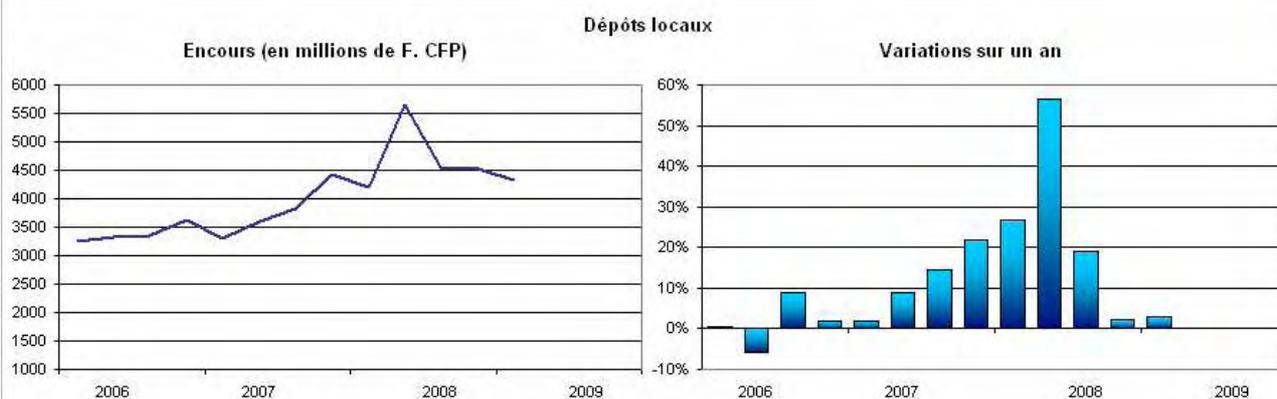


Les avoirs des sociétés



3.2 Les actifs par nature

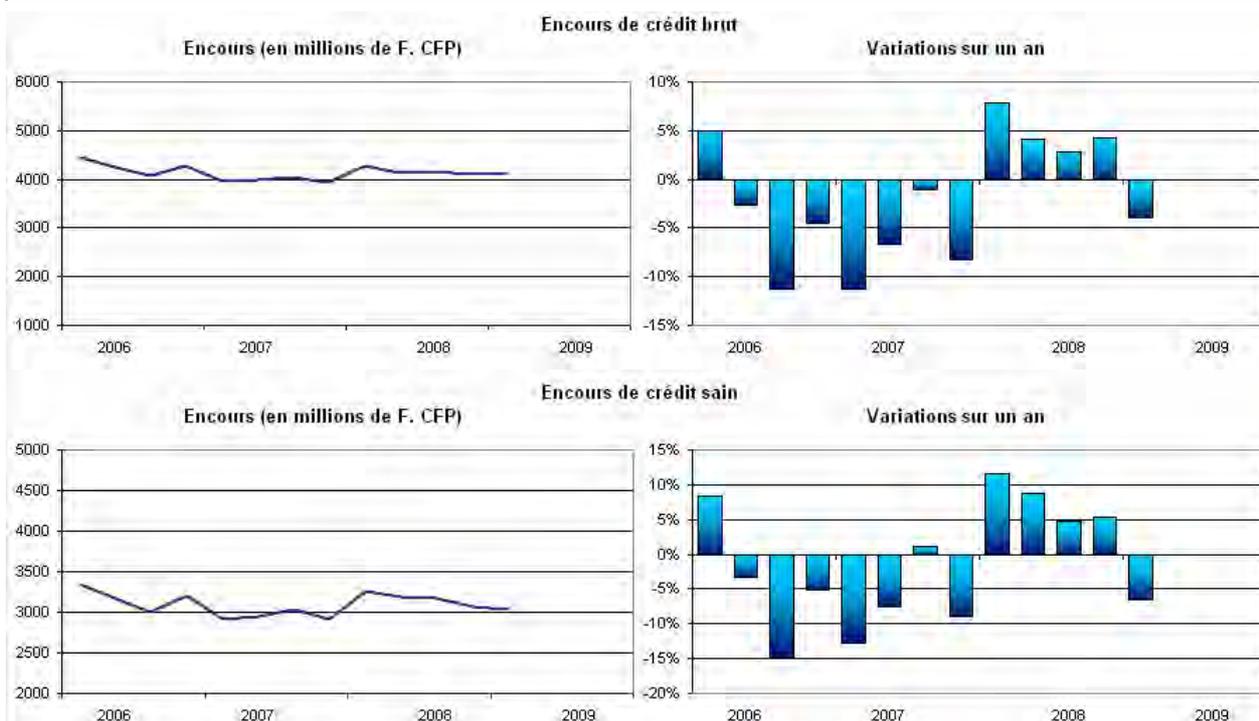
Actifs par nature	Montants en millions de XPF								Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an
Dépôts locaux	3 231	3 242	3 305	4 192	5 649	4 558	4 523	4 319	-4,5%	3,0%
Dépôts à vue	2 355	2 475	2 401	2 953	4 238	3 139	3 033	3 013	-0,7%	2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	280	324	406	382	388	413	417	541	29,7%	41,6%
Livrets ordinaires	278	322	406	381	387	412	417	540	29,5%	41,7%
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	593	443	498	857	1 023	1 006	1 072	764	-28,7%	-10,9%
Bons de caisse	2	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	3 492	4 137	4 228	4 233	4 138	5 179	4 185	4 216	0,7%	-0,4%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Actions	19	22	22	17	14	15	8	8	0,0%	-52,9%
Obligations	852	1 535	1 511	1 373	1 202	1 347	1 346	1 324	-1,6%	-3,6%
OPCVM monétaires	1 251	1 206	1 018	987	1 038	1 943	969	1 062	9,6%	7,6%
OPCVM non monétaires	1 340	1 210	1 161	1 177	1 176	1 147	1 135	1 134	-0,1%	-3,7%
Contrats d'assurance-vie	29	163	515	681	708	726	726	688	-5,2%	1,0%
TOTAL	6 722	7 379	7 533	8 425	9 786	9 737	8 707	8 534	-2,0%	1,3%



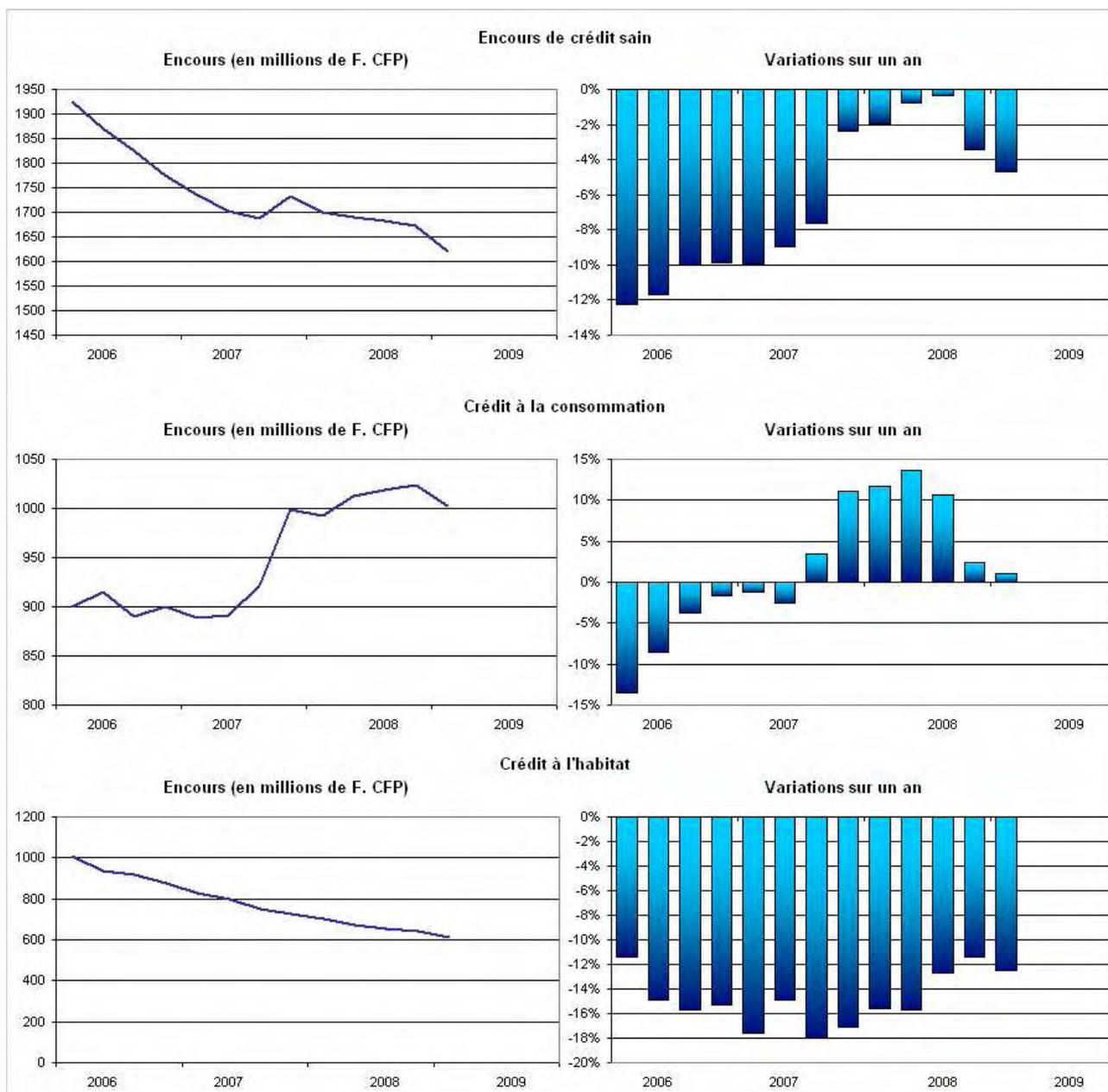
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

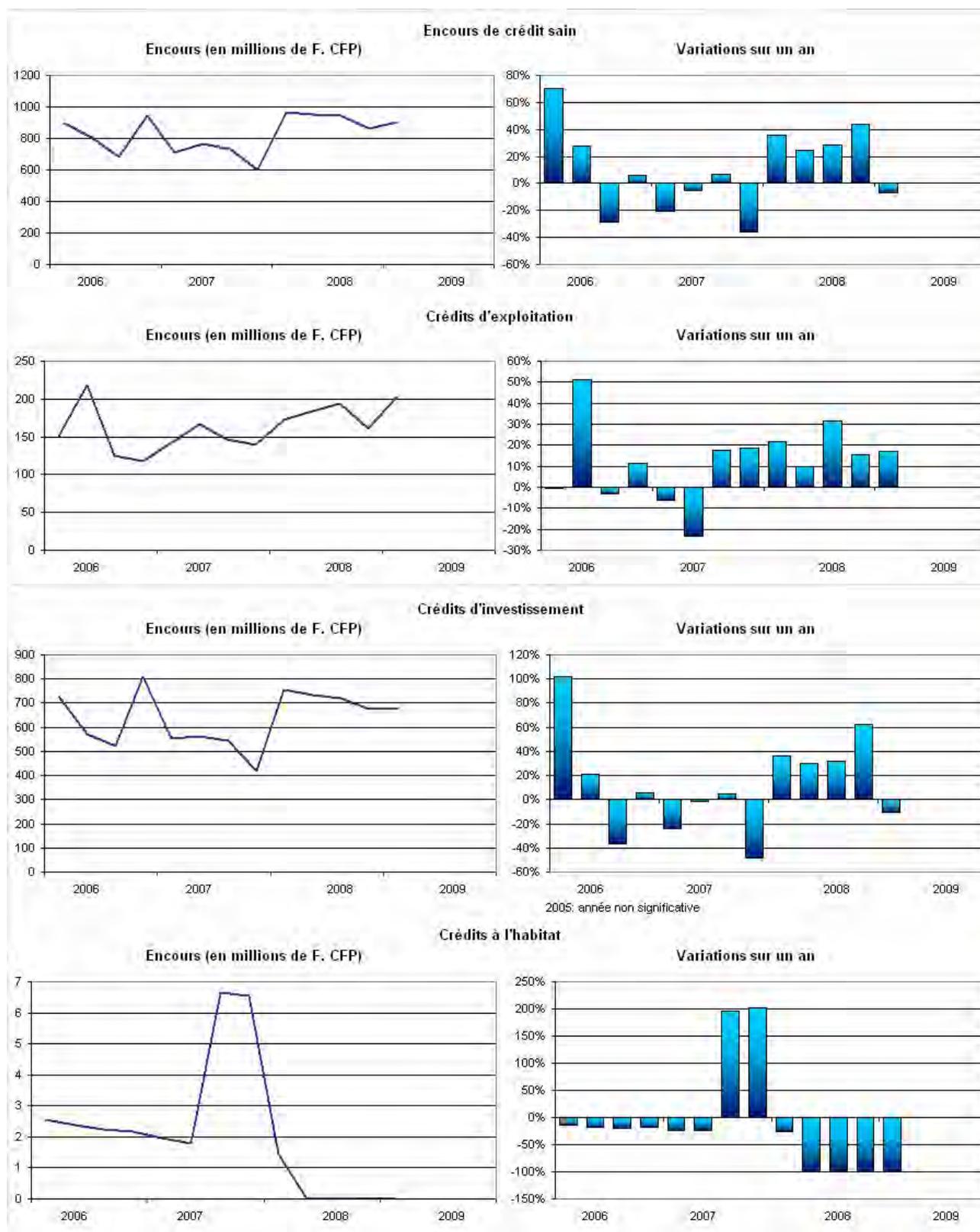
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de X PF								Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-07	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Entreprises	526	895	710	966	950	943	864	903	4,5%	-6,5%
Crédits d'exploitation	152	151	142	173	184	194	161	203	26,1%	17,3%
Créances commerciales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	15	18	20,0%	
dont entrepreneurs individuels	0	0	0	0	0	0	0	4		
Comptes ordinaires débiteurs	152	151	142	173	184	194	146	185	26,7%	6,9%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	362	729	554	755	733	719	676	676	0,0%	-10,5%
Crédits à l'équipement	362	729	554	755	733	719	676	676	0,0%	-10,5%
dont entrepreneurs individuels	28	40	31	33	31	30	28	26	-7,1%	-21,2%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	3	3	2	1	0	0	0	0		
Autres crédits	9	11	12	37	34	30	27	24	-11,1%	-35,1%
Ménages	2 194	1 926	1 734	1 700	1 690	1 682	1 673	1 620	-3,2%	-4,7%
Crédits à la consommation	1 041	900	889	993	1 012	1 019	1 024	1 003	-2,1%	1,0%
Crédits de trésorerie	1 007	877	874	974	993	1 000	1 003	981	-2,2%	0,7%
Comptes ordinaires débiteurs	34	23	15	19	19	20	21	22	4,8%	15,8%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	1 135	1 006	829	700	672	656	642	613	-4,5%	-12,4%
Autres crédits	18	21	16	7	6	6	7	4	-42,9%	-42,9%
Collectivités locales	357	512	462	423	403	403	383	383	0,0%	-9,5%
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	357	512	462	423	403	403	383	383	0,0%	-9,5%
Crédits à l'équipement	357	512	462	423	403	403	383	383	0,0%	-9,5%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents de CCB non ventilés	7	10	12	164	153	151	155	136	-12,3%	-17,1%
Total encours sain	3 084	3 343	2 918	3 253	3 197	3 179	3 076	3 042	-1,1%	-6,5%
Créances douteuses brutes	1 164	1 119	1 041	1 016	944	982	1 026	1 056	2,9%	3,9%
Créances douteuses nettes	497	460	428	398	373	375	419	439	4,8%	10,3%
dont entreprises	127	100	90	75	73	54	55	67	21,8%	-10,7%
dont ménages	370	360	338	322	300	321	365	372	1,9%	15,5%
Provisions	434	428	393	379	363	390	402	414	3,0%	9,2%
Total encours brut	4 248	4 462	3 959	4 269	4 141	4 160	4 101	4 098	-0,1%	-4,0%
Taux de créances douteuses	27,4%	25,1%	26,3%	23,8%	22,8%	23,6%	25,0%	25,8%	0,8pt	2pts
Taux de provisionnement	37,3%	38,2%	37,8%	37,3%	38,4%	39,7%	39,2%	39,2%	0pt	1,8pt



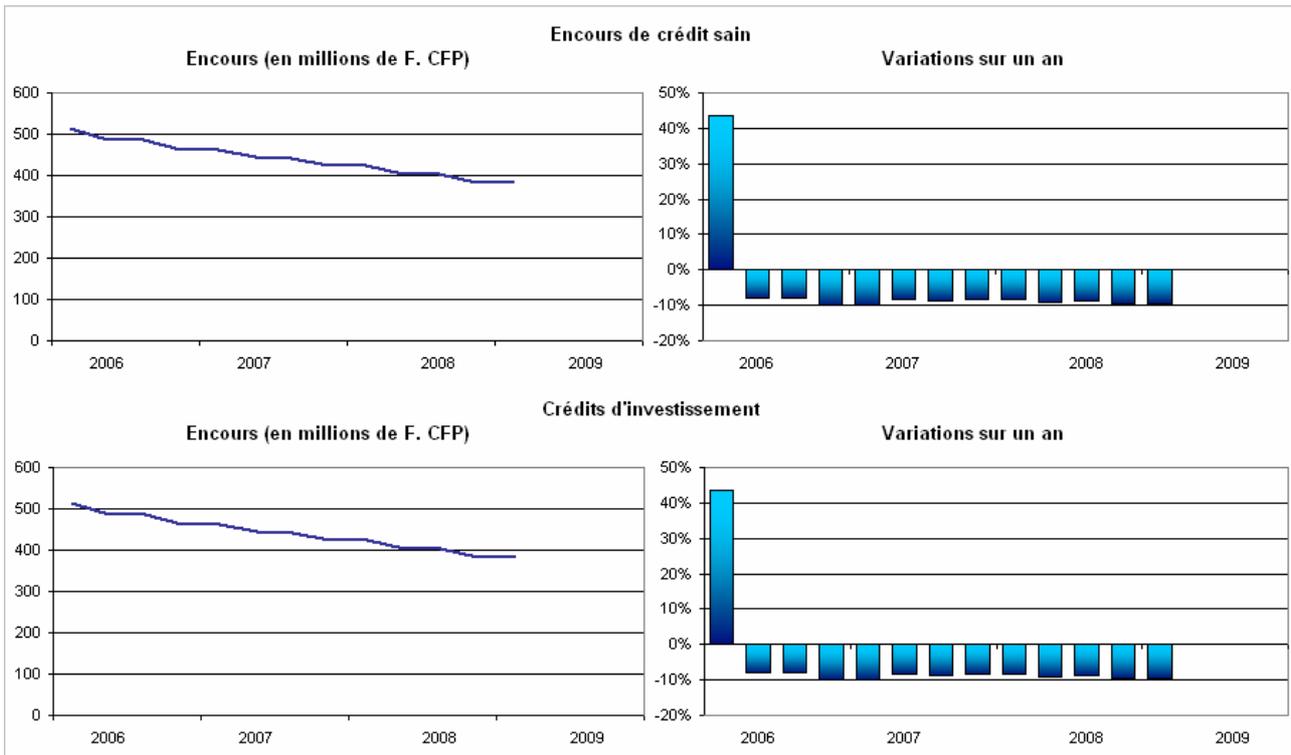
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales

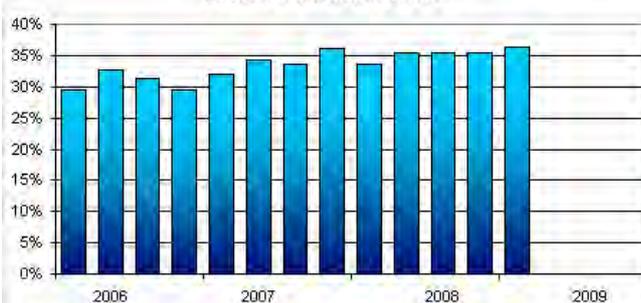


4.2 Les passifs des établissements locaux

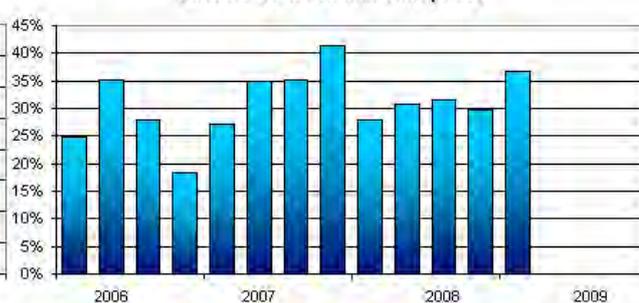
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF								Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-07	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Entreprises	218	223	193	271	291	297	256	332	29,7%	22,5%
Crédits d'exploitation	127	140	139	173	184	194	161	199	23,6%	15,0%
<i>Créances commerciales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0	0	0	0	0	0	15	18	20,0%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	0	0	0	0	0	0	0	4		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	126	140	139	173	184	194	146	182	24,7%	5,2%
<i>Affacturation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	82	72	43	61	74	73	68	108	58,8%	77,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	82	72	43	61	74	73	68	108	58,8%	77,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	28	40	31	27	26	24	23	21	-8,7%	-22,2%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	9	11	12	37	34	30	27	24	-11,1%	-35,1%
Ménages	1 047	959	958	1 054	1 071	1 076	1 083	1 065	-1,7%	1,0%
Crédits à la consommation	1 041	900	889	993	1 012	1 019	1 024	1 003	-2,1%	1,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 007	877	874	974	993	1 000	1 003	981	-2,2%	0,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	34	23	15	19	19	20	21	22	4,8%	15,8%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	7	59	70	61	59	57	60	62	3,3%	1,6%
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Collectivités locales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédits à l'équipement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents et CCB non ventilés	7	10	12	8	10	8	24	5	-79,2%	-37,5%
	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total encours sain	1 272	1 192	1 163	1 334	1 372	1 381	1 363	1 401	2,8%	5,0%
Créances douteuses brutes	111	120	106	97	97	97	94	93	-1,1%	-4,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	23	16	6	1	1	0	0	3	ns	ns
<i>dont entreprises</i>	2	2	1	0	0	0	0	0		
<i>dont ménages</i>	21	14	5	1	1	0	0	3	ns	ns
<i>Provisions</i>	88	104	100	96	96	97	93	90	-3,2%	-6,3%
Total encours brut	1 383	1 311	1 269	1 430	1 469	1 478	1 457	1 494	2,5%	4,5%
Taux de créances douteuses	8,0%	9,1%	8,3%	6,8%	6,6%	6,6%	6,4%	6,2%	-0,2 pt	-0,6 pt
Taux de provisionnement	78,9%	86,8%	94,2%	99,3%	99,0%	100,0%	99,6%	96,8%	-2,8 pts	-2,5 pts

Parts de marché des établissements installés localement

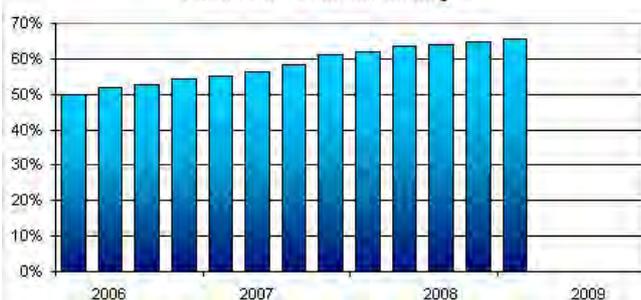
Encours de crédit brut total



Encours de crédit aux entreprises



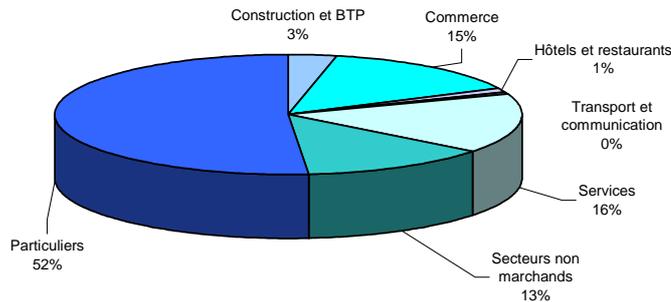
Encours de crédit aux ménages



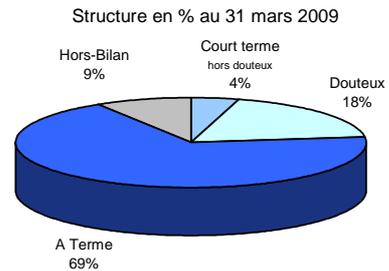
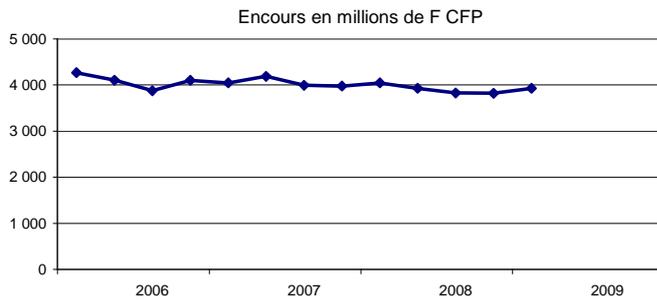
5. Les engagements bancaires

5.1 Les risques sectoriels

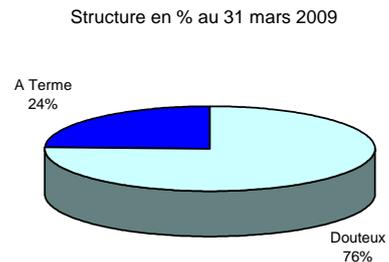
Répartition des risques sectoriels au 31 mars 2009



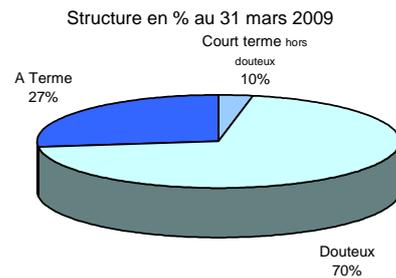
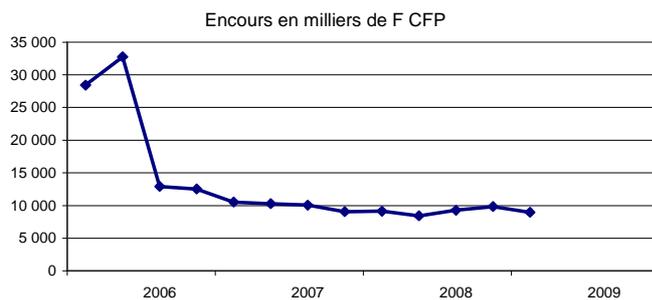
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



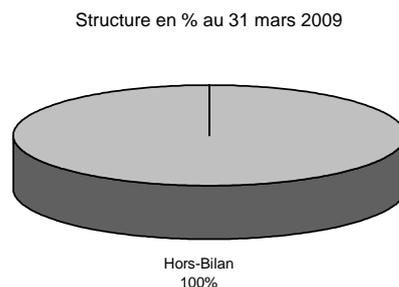
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



Industries



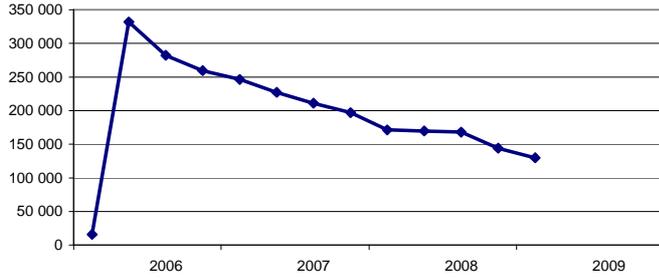
Production d'électricité, d'eau et de gaz



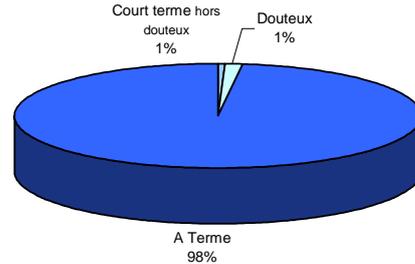
Conjoncture financière et bancaire

Construction et BTP

Encours en milliers de F CFP

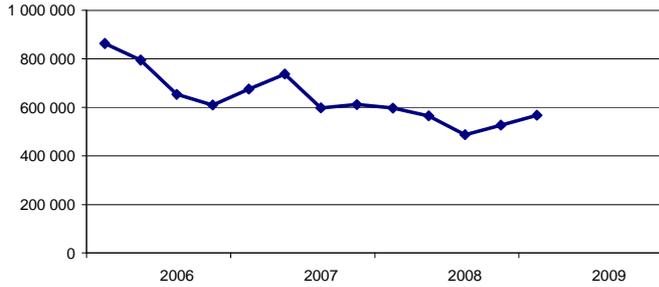


Structure en % au 31 mars 2009

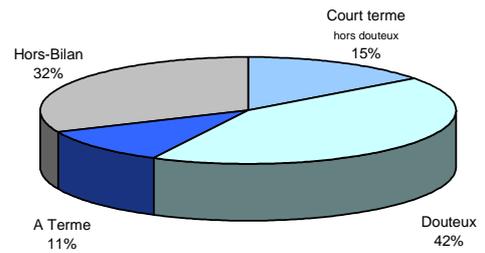


Commerce

Encours en milliers de F CFP

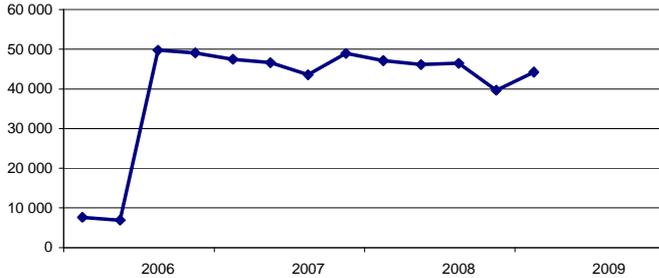


Structure en % au 31 mars 2009

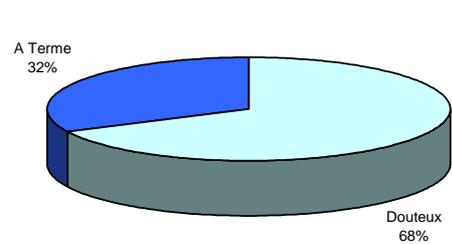


Hôtels et restaurants

Encours en milliers de F CFP

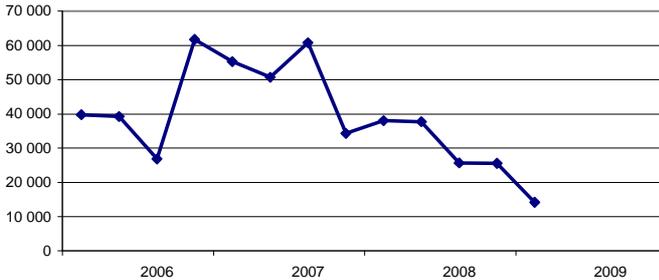


Structure en % au 31 mars 2009

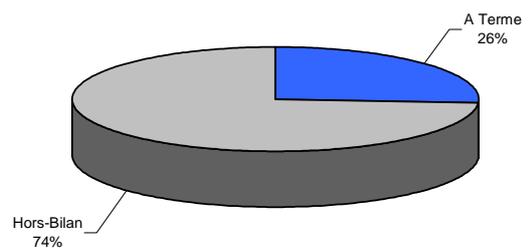


Transport et communication

Encours en milliers de F CFP

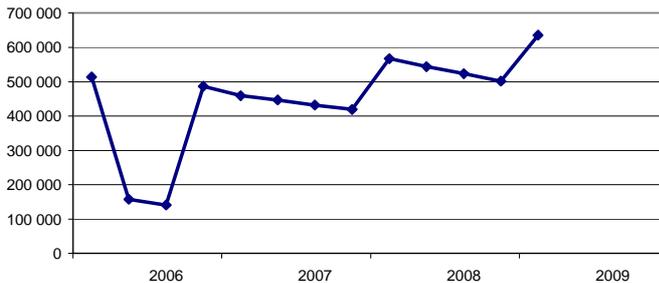


Structure en % au 31 mars 2009

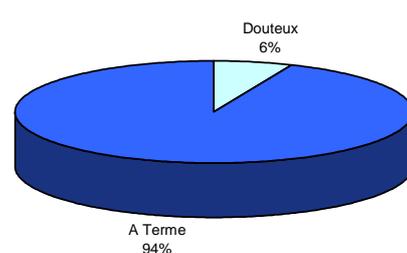


Services

Encours en milliers de F CFP



Structure en % au 31 mars 2009

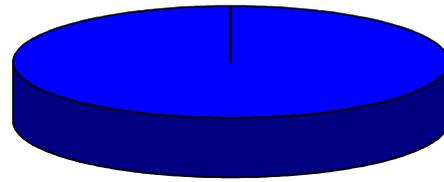


Conjoncture financière et bancaire

Secteurs non marchands

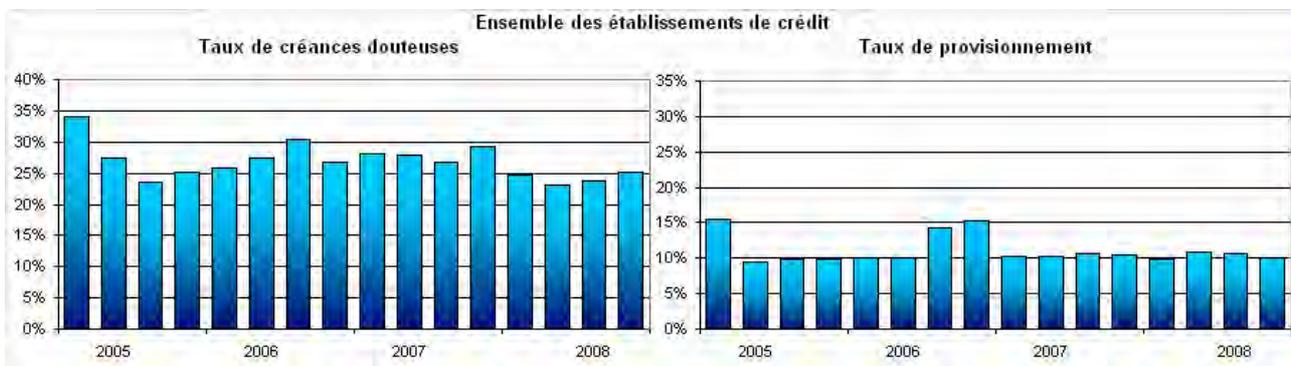
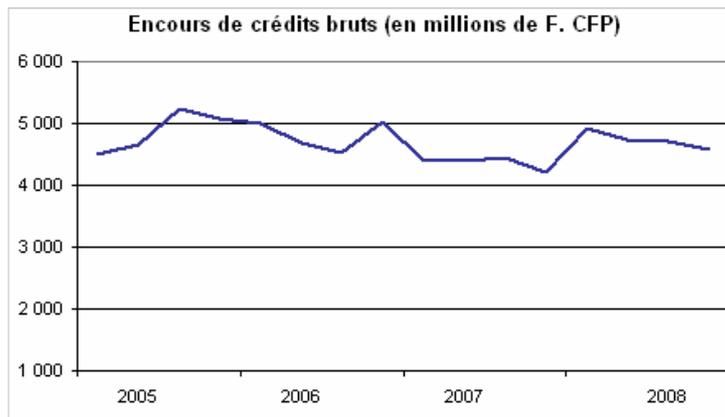


Structure en % au 31 mars 2009



5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

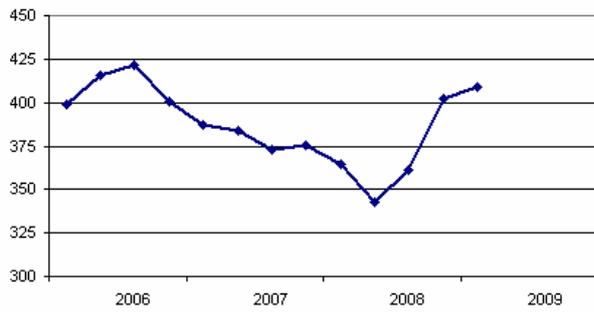


Conjoncture financière et bancaire

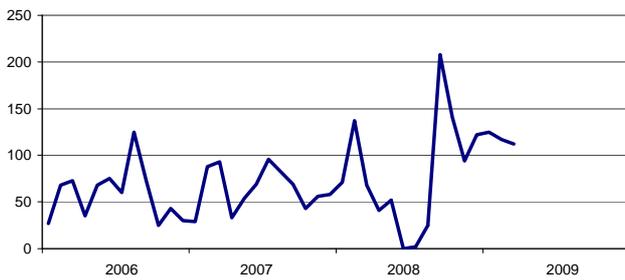
La vulnérabilité des ménages

Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

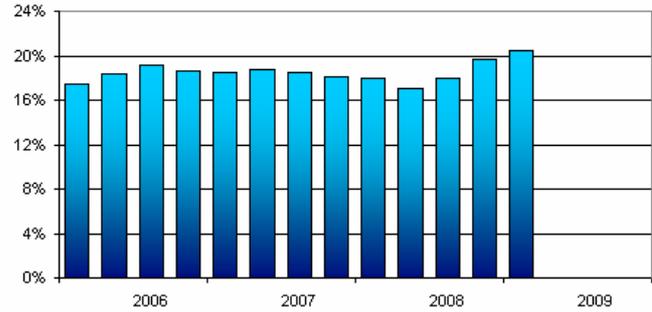


Incidents de paiement sur chèques
(en unité)

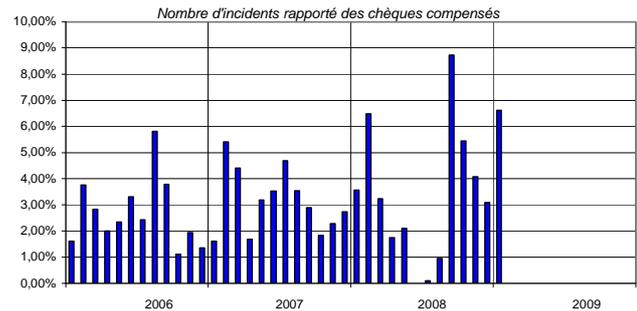


Source: IEOM

Taux de créances douteuses



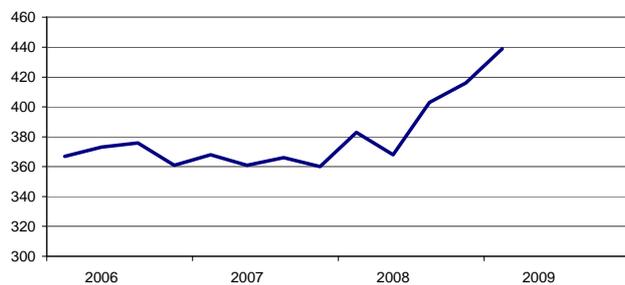
Taux de risque sur paiement sur chèques



Source: IEOM

Personnes physiques interdites bancaires

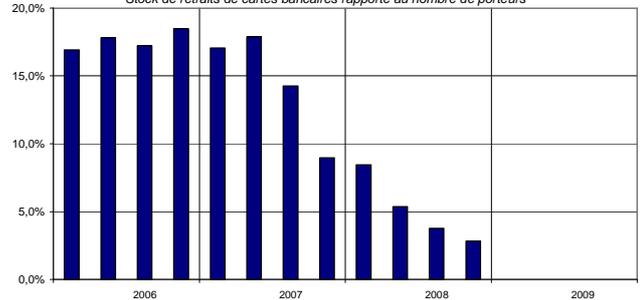
Stock fin de trimestre (en unités)



Source: IEOM

Taux de retraits sur cartes bancaires

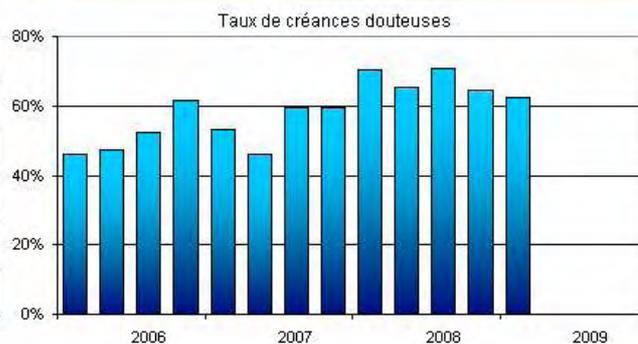
Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs



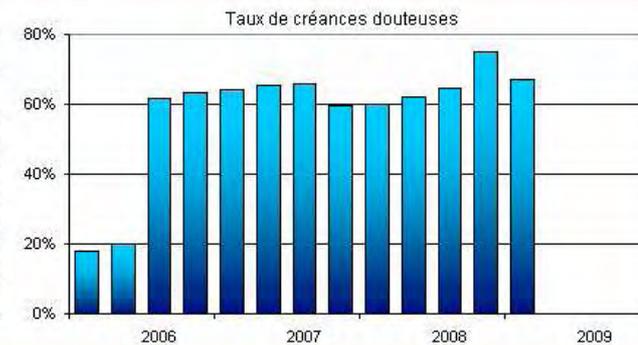
Source: IEOM

Conjoncture financière et bancaire

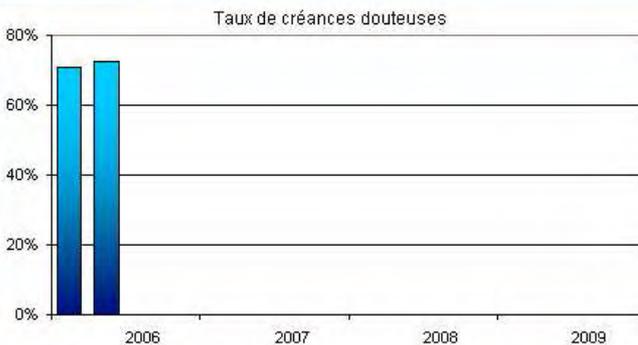
Commerce



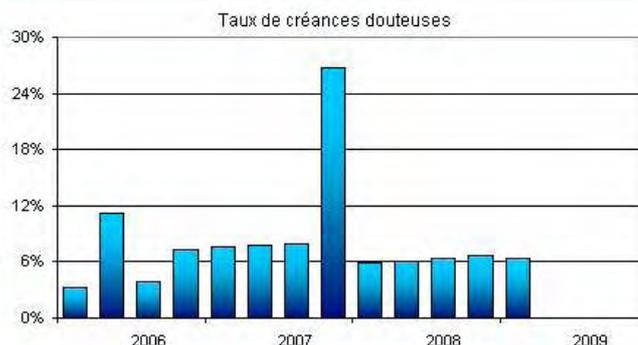
Hôtels et restaurants



Transport et communication



Services

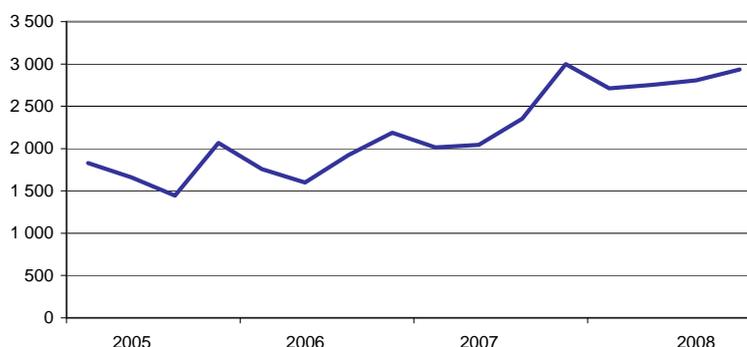


6. Le financement des crédits bancaires

L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de XPF								Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Emplois	3 304	3 163	3 374	4 265	4 336	4 442	4 492	4 439	-1,2%	4,1%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	36	0	0		
Crédits bruts	1 383	1 311	1 269	1 430	1 469	1 478	1 457	1 494	2,5%	4,5%
Réserves obligatoires et libres	94	97	94	123	115	123	103	112	8,7%	-8,9%
Position extérieure nette des EC	1 827	1 755	2 010	2 711	2 752	2 805	2 931	2 833	-3,3%	4,5%
Ressources	3 304	3 163	3 374	4 265	4 336	4 442	4 492	4 439	-1,2%	4,1%
Dépôts collectés (- encaisses)	2 579	2 466	2 644	3 502	3 605	3 739	3 687	3 653	-0,9%	4,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	635	659	678	697	701	703	696	696	0,0%	-0,1%
Excédent des opérations diverses des EC	90	38	51	66	30	0	108	90	-16,7%	36,4%
Réescompte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

Position extérieure nette des EC (en millions de F. CFP)

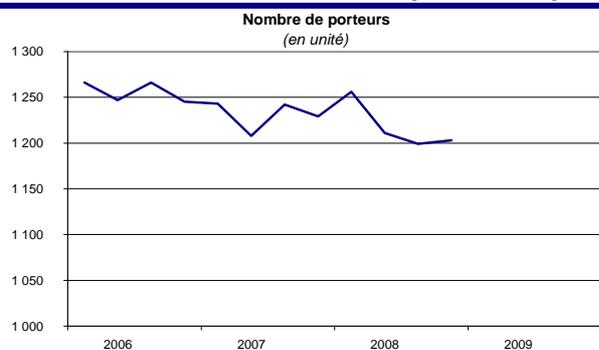


7. La monétique et les échanges de valeurs

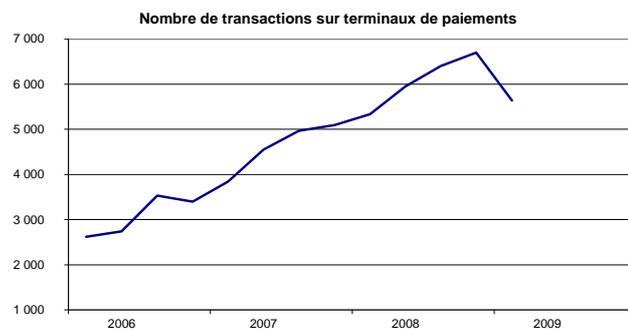
7.1 La monétique

Monétique	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	Variations	
								1 trim	1 an
Cartes bancaires									
Crate bleue	1 394	1 245	1 229	1 256	1 211	1 199	1 203	0,3%	-2,1%
Carte Jade	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cartes privées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de cartes	1 394	1 245	1 229	1 256	1 211	1 199	1 203	0,3%	-2,1%
Terminal de paiements électronique									
Nombre de TPE	26	27	28	29	30	30	30	0,0%	7,1%
Nombre de transactions	2 622	3 395	5 093	5 335	5 949	6 398	6 695	4,6%	31,5%
Montants (milliers de XPF)	113 428	139 958	160 205	123 487	144 438	171 886	171 562	-0,2%	7,1%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	43	41	31	23	24	27	26	-4,6%	-18,5%
Machines de traitement mécanique									
Nombre de MTM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de transactions	-	2	-	-	2	7	2	-71,4%	-
Montant (en milliers de XPF)	-	603	-	-	820	392	31	-92,1%	-
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	-	302	-	-	410	56	16	-72,3%	-
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)									
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	7 703	7 650	8 038	7 828	7 231	8 236	7 931	-3,7%	-1,3%
Montants (milliers de XPF)	97 228	101 911	112 313	110 541	102 786	115 857	116 193	0,3%	3,5%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	13	13	14	14	14	14	15	4,1%	4,9%

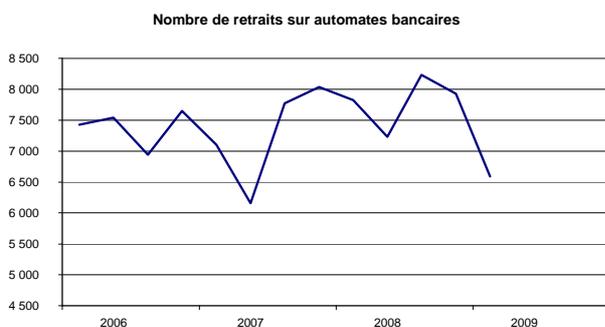
Conjoncture financière et bancaire



Source: Etablissement de crédit



Source: Etablissement de crédit

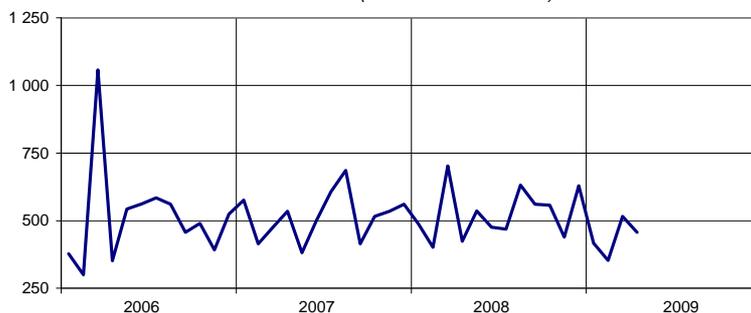


Source: Etablissement de crédit

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	Variations	
									1 trim	1 an
En nombre	4 362	4 803	4 379	4 429	4 321	4 646	6 716	4 179	-37,8%	-5,6%
Chèques	2 083	2 462	2 067	2 075	1 902	2 287	3 912	1 884	-51,8%	-9,2%
Virements	2 152	2 232	2 271	2 327	2 375	2 263	2 764	2 152	-22,1%	-7,5%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres	127	109	41	27	44	96	40	143	ns	ns
En millions de F CFP	393,7	1 057,6	474,8	702,8	476,1	560,6	629,4	516,0	-18,0%	-26,6%
Chèques	139,2	186,1	231,2	399,3	247,1	265,1	293,0	228,0	-22,2%	-42,9%
Virements	251,1	865,4	242,5	302,7	224,3	293,5	334,0	285,8	-14,4%	-5,6%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres	3,4	6,0	1,1	0,8	4,7	1,9	2,4	2,2	-8,3%	ns

**Compensation des échanges de valeurs
(en millions de F CFP)**



Conjoncture financière et bancaire

8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

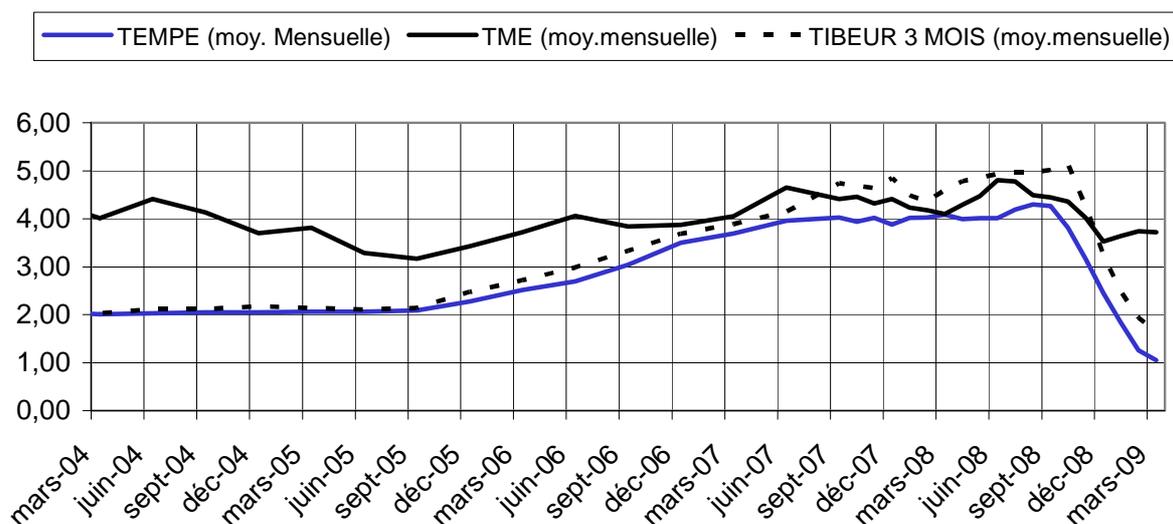
| Année |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
| 3,87% | 3,36% | 3,47% | 2,74% | 4,26% | 4,26% | 3,29% | 2,27% | 2,05% | 2,11% | 2,95% | 3,99% | 3,79% |

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

<i>Taux de l'IEOM</i>	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2nd Trim. 2009
Taux de la facilité de dépôt	2% (2)	2,25% (6)	1,50% (9)	0,50% (12)
Taux de l'escompte de chèques	5,25% (3)	3,00% (8)	2,50% (10)	1,75% (12)
Taux de la facilité de prêt marginal	5,25% (3)	3,00% (8)	2,50% (10)	1,75% (12)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	3% (2)	2,75% (7)	2,00% (9)	1,25% (12)
<i>Taux plafond</i>	5,75%	5,50% (7)	4,75% (9)	4,00% (12)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL	3% (1)	3,00%	3,00%	3,00%
<i>Taux plafond (taux SGFGAS)</i>	6,8%-7,25% (4)	7,00%-7,45% (5)	7,00%-7,45%	5,95%-6,40% (11)

(1) à compter du 01/08/1996 (4) à compter du 01/08/2008 (7) à compter du 14/10/2008 (10) à compter du 11/03/2009
 (2) à compter du 20/11/2007 (5) à compter du 01/10/2008 (8) à compter du 10/12/2008 (11) à compter du 01/04/2009
 (3) à compter du 09/07/2008 (6) à compter du 10/10/2008 (9) à compter du 16/12/2008 (12) à compter du 19/05/2009

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Taux de l'usure

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2nd Trim. 2009
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%
- Prêts à taux variable	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%
- Prêts à taux relais	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%
Autres prêts				
-Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%
-Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	20,51%	20,72%	21,11%	20,92%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	9,68%	9,77%	9,92%	10,04%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en

PRÊTS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE,

Seuils de l'usure	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2nd Trim. 2009
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,31%	11,35%	11,51%	11,69%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,47%	9,24%	9,04%	7,85%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,76%	8,15%	8,56%	8,07%
- Découverts en compte (2)	14,25%	14,17%	14,55%	14,01%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,68%	10,27%	10,45%	8,05%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une

Seuils de l'usure	3ème Trim. 2008	4ème Trim. 2008	1er Trim. 2009	2nd Trim. 2009
- Découverts en compte (3)	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Conjoncture financière et bancaire

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
<i>Agriculture, élevage et pêche</i>	<i>011A à 020B</i>
<i>Industrie</i>	<i>101Z à 372Z</i>
<i>Eau/Energie</i>	<i>401A à 410Z</i>
<i>BTP</i>	<i>451A à 454M</i>
<i>Commerce</i>	<i>501Z à 527H</i>
<i>Hôtellerie et restauration</i>	<i>551A à 555D</i>
<i>Transports et communications</i>	<i>601Z à 642D</i>
<i>Services</i>	<i>455Z, 651A à 671E, 701A à 748 A, 851 C à K, 852Z à 853K, 900A à G, 921A à J, 922 A à 970Z</i>
<i>Secteur non marchand</i>	<i>751A à 753C, 801Z à 803Z, 851A, 851L, 911A à 913E, 990Z</i>

Directeur de la publication : Y.BARROUX
Responsable de la rédaction : M. Raymond COFFRE
Editeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 11 juin 2009
Dépôt légal : juin 2009- n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
e-mail : agence@ieomwf.fr
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03